



TRANSAT A.T. INC.
TROISIÈME RAPPORT TRIMESTRIEL
Période terminée le 31 juillet 2013

Le 11 septembre 2013

Relations avec les investisseurs
M. Denis Pétrin
Vice-président, finances et administration
et chef de la direction financière
relationsinvestisseurs@transat.com

Symboles boursiers
TSX : TRZ.B, TRZ.A

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation de Transat A.T. inc., sa performance et sa situation financière pour le trimestre clos le 31 juillet 2013, par rapport au trimestre clos le 31 juillet 2012 et doit être lu avec les états financiers audités de l'exercice clos le 31 octobre 2012, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2012, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du troisième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2012. Les risques et incertitudes énoncés dans ce dernier sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 11 septembre 2013. Vous trouverez de plus amples renseignements à notre sujet dans le site Web de Transat à l'adresse www.transat.com et dans le site SEDAR à l'adresse www.sedar.com, dont les lettres d'attestation pour le trimestre clos le 31 juillet 2013 et la notice annuelle pour l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Nos états financiers sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financières (« IFRS »). Ce rapport de gestion présente parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Se référer à la *section Mesures financières non normalisées selon les IFRS* pour plus de détails. Tous les montants présentés dans ce rapport de gestion sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les expressions « Transat », « nous », « notre », « nos » ou la « Société », sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

AVERTISSEMENT EN CE QUI CONCERNE LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient certaines déclarations prospectives à l'égard de la Société. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes et d'expressions comme « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « viser », « projeter », « prévoir », ainsi que des formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, y compris les renvois à des hypothèses. Toutes ces déclarations sont faites conformément aux lois sur les valeurs mobilières canadiennes en vigueur. Ces déclarations peuvent porter, sans toutefois s'y limiter, sur des observations concernant les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir.

Les déclarations prospectives sont, de par leur nature, assujetties à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Les résultats qui y sont présentés peuvent donc différer sensiblement des résultats réels pour diverses raisons comprenant, sans toutefois s'y limiter, les conditions météorologiques extrêmes, les prix du carburant, les conflits armés, les attentats terroristes, les conditions du secteur du marché et de l'économie en général, l'apparition de maladies, l'évolution de la demande compte tenu du caractère saisonnier du secteur, la capacité de réduire les coûts d'exploitation et les effectifs, les relations de travail, les négociations collectives et les conflits de travail, les questions de retraite, les taux de change et d'intérêt, la disponibilité du financement dans le futur, l'évolution de la législation, des développements ou procédures réglementaires défavorables, les litiges en cours et les poursuites intentées par des tiers, ainsi que d'autres risques expliqués en détail de temps à autre dans les documents d'information de la Société.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs, ainsi que d'autres facteurs, et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

Lorsqu'elle a fait des déclarations prospectives dans le présent rapport de gestion, la Société a fait un certain nombre d'hypothèses sur l'économie, le marché, les activités, la situation financière, les opérations et les déclarations prospectives.

À titre d'exemples de déclarations prospectives citons, sans toutefois s'y limiter, la déclaration concernant :

- La perspective selon laquelle la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.
- La perspective selon laquelle la Société prévoit au quatrième trimestre des résultats meilleurs que l'an dernier.

En faisant cette déclaration, la Société a supposé que les tendances sur les prix se poursuivront jusqu'à la fin de la saison, que les réservations se poursuivront selon les tendances indiquées, que les prix du carburant, les coûts et le dollar par rapport aux devises européennes et américaine demeureront stables, que les facilités de crédit continueront d'être disponibles comme par le passé, et que la direction continuera de gérer les fluctuations de trésorerie pour financer ses besoins en fonds de roulement. Si ces hypothèses se révèlent incorrectes, les résultats réels et les développements pourraient différer considérablement de ceux envisagés dans les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion.

La Société considère que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables.

Ces déclarations reflètent les attentes actuelles concernant des événements et le rendement d'exploitation futurs, et ne sont pertinentes qu'à la date de publication du présent rapport de gestion, et représentent les attentes de la Société à cette date. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autrement, à l'exception de ce qui est exigé par les lois sur les valeurs mobilières applicables.

MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

Ce rapport de gestion est préparé à partir des résultats et des informations financières établis selon les IFRS. Nous présentons parfois des mesures financières non normalisées selon les IFRS. Généralement, une mesure financière non normalisée selon les IFRS s'entend d'une mesure chiffrée de la performance financière, de la situation financière ou des flux de trésorerie, antérieurs ou futurs, d'une société qui n'est pas calculée selon, ni n'est reconnue par les IFRS. Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société sont les suivantes :

Marge avant amortissement (perte d'exploitation avant amortissement)	Marge brute avant charge d'amortissement.
Bénéfice ajusté (perte ajustée)	Résultat avant charge d'impôt avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non monétaire sur des placements dans des PCAA, gain à la cession d'une filiale, dépréciation du goodwill et charge (gain) de restructuration.
Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts)	Résultat net attribuable aux actionnaires avant variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs, gain (perte) non monétaire sur des placements dans des PCAA, gain à la cession d'une filiale, dépréciation du goodwill et charge (gain) de restructuration, net des impôts y afférents.
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts par action	Bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts) divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du résultat dilué par action.
Dettes totales	Dettes à long terme plus les ententes hors bilan, excluant les ententes avec les fournisseurs de services.
Dettes totales nettes	Dettes totales (décrites ci-haut) moins la trésorerie et équivalents de trésorerie et les placements dans des PCAA.

Les mesures financières décrites ci-haut n'ont pas de sens prescrit par les IFRS, et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs ou celles utilisées par des analystes financiers. Ces mesures ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement financier calculées selon les IFRS. La direction croit que ces mesures, ou certaines de ces mesures, sont utilisées par les utilisateurs de notre rapport de gestion pour analyser les résultats de la Société, sa performance financière ainsi que sa situation financière.

La direction utilise, en plus des mesures financières selon les IFRS, la marge avant amortissement (perte d'exploitation avant amortissement), le bénéfice ajusté (perte ajustée) et le bénéfice ajusté après impôts (perte ajustée après impôts) pour mesurer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente de la Société. La direction croit que ces mesures sont importantes puisqu'elles excluent des résultats des éléments qui découlent principalement de décisions stratégiques à long terme, plutôt que le rendement des opérations quotidiennes de la Société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer la capacité de la Société de s'acquitter de ses obligations financières.

La direction utilise également la dette totale et la dette totale nette pour évaluer le niveau d'endettement, la situation de trésorerie, les besoins futurs de liquidités et le levier financier de la Société. La direction croit que ces mesures sont utiles afin de mesurer le levier financier de la Société.

Le tableau suivant présente les rapprochements des mesures financières non normalisées avec les mesures financières les plus comparables des IFRS :

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Trimestres clos		Périodes closes	
	les 31 juillet		les 31 juillet	
	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$
Marge brute (perte d'exploitation)	41 803	12 498	1 742	(65 569)
Amortissement	11 250	9 576	29 109	29 578
Marge avant amortissement (perte d'exploitation avant amortissement)	53 053	22 074	30 851	(35 991)
Résultat avant charge d'impôt	58 623	12 011	8 193	(47 546)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(15 431)	7 455	1 009	1 430
Charge de restructuration	1 318	—	5 233	—
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA	—	1 621	—	(6 411)
Gain à la cession d'une filiale	—	(5 655)	—	(5 655)
Bénéfice ajusté (perte ajustée)	44 510	15 432	14 435	(58 182)
Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires	41 129	9 405	3 232	(33 283)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(15 431)	7 455	1 009	1 430
Charge de restructuration	1 318	—	5 233	—
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA	—	1 621	—	(6 411)
Gain à la cession d'une filiale	—	(5 655)	—	(5 655)
Incidence fiscale	3 743	(2 305)	(1 711)	(37)
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts	30 759	10 521	7 763	(43 956)
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts	30 759	10 521	7 763	(43 956)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul de la perte diluée par action	38 575	38 199	38 370	38 104
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts dilué par action	0,80	0,28	0,20	(1,15)
			Au 31 juillet 2013 \$	Au 31 octobre 2012 \$
Dette à long terme			—	—
Ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs de services			684 721	557 133
Dette totale			684 721	557 133
Dette totale			684 721	557 133
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(389 337)	(171 175)
Placements dans des PCAA			—	(27 350)
Dette totale nette			295 384	358 608

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2013 \$	2012 \$	Écart \$	Écart %	2013 \$	2012 \$	Écart \$	Écart %
États des résultats consolidés								
Revenus	927 004	909 056	17 948	2,0	2 839 542	2 950 778	(111 236)	(3,8)
Marge avant amortissement (perte d'exploitation avant amortissement) ¹	53 053	22 074	30 979	140,3	30 851	(35 991)	66 842	185,7
Résultat net attribuable aux actionnaires	41 129	9 405	31 744	337,5	3 232	(33 283)	36 515	109,7
Résultat de base par action	1,07	0,25	0,82	328,0	0,08	(0,87)	0,95	109,2
Résultat dilué par action	1,07	0,25	0,82	328,0	0,08	(0,87)	0,95	109,2
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts ¹	30 759	10 521	20 238	192,4	7 763	(43 956)	51 719	117,7
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts dilué par action ¹	0,80	0,28	0,52	189,5	0,20	(1,15)	1,35	117,5
États des flux de trésorerie consolidés								
Activités opérationnelles	67 608	(6 859)	74 467	1 085,7	236 616	115 238	121 378	105,3
Activités d'investissement	(16 146)	40 613	(56 759)	(139,8)	(17 785)	5 928	(23 713)	(400,0)
Activités de financement	(111)	(917)	806	87,9	(1 443)	(4 540)	3 097	68,2
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	1 838	(4 166)	6 004	(144,1)	774	(5 459)	6 233	114,2
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	53 189	28 671	24 518	85,5	218 162	111 167	106 995	96,2
États de la situation financière consolidés								
Trésorerie et équivalents de trésorerie					389 337	171 175	218 162	127,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés (courant)					290 558	331 172	(40 614)	(12,3)
Placements dans des PCAA					—	27 350	(27 350)	(100,0)
					679 895	529 697	150 198	28,4
Actif total					1 387 914	1 163 301	224 613	19,3
Dettes					—	—	—	—
Dettes totales ¹					684 721	557 133	127 588	22,9
Dettes totales nettes ¹					295 384	358 608	(63 224)	(17,6)

¹ VOIR SECTION MESURES FINANCIÈRES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS

APERÇU

ACTIVITÉ PRINCIPALE

Transat fait partie des plus grands voyagistes entièrement intégrés dans le monde. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et nous commercialisons principalement nos services en Amérique et en Europe. En tant que voyagiste, Transat a pour activité principale l'élaboration et la commercialisation de services de voyages vacances, sous forme de forfaits ou non. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditeur et comme voyagiste réceptif en regroupant des services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France, au Royaume-Uni et dans 10 autres pays européens, principalement par l'intermédiaire, dans le cadre d'une stratégie multicanal. Transat est aussi un distributeur au détail, aussi bien en ligne que par l'entremise d'agences de voyages, dont certaines lui appartenant. Transat a recours à de nombreuses compagnies aériennes, mais s'appuie sur sa filiale Air Transat pour une proportion importante de ses besoins. Transat offre des services à destination au Canada, au Mexique, en République Dominicaine et en Grèce. Transat détient une participation dans une entreprise hôtelière qui possède et exploite des propriétés au Mexique et en République dominicaine.

VISION

Leader du voyage vacances, Transat entend poursuivre son développement en inspirant confiance aux voyageurs et en leur proposant une expérience à la fois exceptionnelle, chaleureuse et sûre. Nos clients sont notre raison d'être et le développement responsable du tourisme est notre passion. Nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances.

STRATÉGIE

Pour concrétiser la vision qu'elle s'est donnée, la Société entend continuer de maximiser les bénéfices de l'intégration verticale, qui la distingue de plusieurs de ses concurrents; de renforcer sa position en France, où elle figure déjà parmi les plus grands voyagistes; et de pénétrer de nouveaux marchés ou d'affirmer sa présence dans des marchés où elle n'est que partiellement présente à l'heure actuelle. Quant aux nouveaux marchés éventuels, la priorité ira à des marchés où Transat est susceptible de recruter une clientèle pour ses destinations traditionnelles, afin d'augmenter son pouvoir d'achat sur lesdites destinations.

Au chapitre de l'intégration verticale, le principal vecteur de croissance est la distribution multicanal, que Transat continuera de développer en élargissant sa présence sur le terrain et en investissant dans des systèmes technologiques qui lui permettront de mieux répondre aux attentes de plus en plus variées des consommateurs.

En parallèle, grâce à des investissements ciblés en technologie et à des gains d'efficacité qu'elle poursuit en modifiant sa gestion interne, Transat entend améliorer sa marge brute et maintenir ou accroître ses parts de marché sur tous ses marchés. La gestion des coûts demeure un élément important de la stratégie, étant donné la faiblesse des marges brutes dans le tourisme.

En outre, Transat constate l'importance stratégique croissante des enjeux liés au développement durable dans l'industrie du voyage vacances et dans le monde du transport aérien. Ce phénomène, exacerbé par la croissance prévue du tourisme et du transport aérien, se manifeste de diverses manières, notamment les pressions réglementaires ou tarifaires liées aux émissions de gaz à effet de serre, les attentes plus grandes des clients et des investisseurs à cet égard, etc. Au vu et au su de cette tendance, et constatant qu'une entreprise de tourisme a un intérêt direct à voir l'environnement sauvegardé et les collectivités demeurer accueillantes face au phénomène touristique, Transat a entrepris d'adopter des pratiques d'avant-garde en matière de responsabilité d'entreprise et de tourisme durable. Ce faisant, la Société vise entre autres les bénéfices suivants pour elle-même : une consommation moindre de ressources, avec une diminution équivalente de coûts; une marque différenciée et un attachement plus grand de la part de ses clients, ce qui pourrait se traduire par des avantages commerciaux; une loyauté et une mobilisation plus grande de la part de ses employés.

Pour l'exercice 2013, les objectifs que Transat poursuivra sont les suivants :

- **Optimiser la performance financière et la stratégie de marché de l'organisation.** Les efforts portent entre autres sur l'optimisation de la flotte aérienne et du parc hôtelier dans les destinations soleil, le contrôle et la réduction de certains coûts, la poursuite des projets de mise à niveau informatique, la gestion des revenus et l'augmentation des ventes contrôlées.
- **Améliorer le produit et l'expérience-client.** Les efforts portent entre autres sur la mise au point d'un produit hôtelier distinctif dans les destinations soleil, l'enrichissement de l'offre, la poursuite du programme de modernisation de la flotte et l'amélioration de la performance des centres de relations clients.
- **Augmenter l'efficacité de l'organisation et implanter une vision centrée sur le client et le développement durable.** Les efforts portent entre autres sur l'implantation d'un programme d'amélioration de l'expérience-client, la mise à niveau des programmes de ressources humaines concernés et la poursuite du programme de développement durable implanté en 2007.

Les principaux inducteurs de performance sont notre marge avant amortissement, notre part de marché et la croissance de nos revenus. Ils sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés.

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent principalement notre trésorerie non détenue en fiducie ou autrement réservée et l'accès aux soldes inutilisés de nos facilités de crédit. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

REVENUS

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2013	2012	Écart	Écart	2013	2012	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Amérique	688 046	608 768	79 278	13,0	2 323 174	2 336 589	(13 415)	(0,6)
Europe	238 958	300 288	(61 330)	(20,4)	516 368	614 189	(97 821)	(15,9)
	927 004	909 056	17 948	2,0	2 839 542	2 950 778	(111 236)	(3,8)

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages, de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2012, nos revenus ont augmenté de 17,9 millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2013. Cette augmentation découle principalement de l'augmentation de nos prix de vente moyens, laquelle a plus que compensé l'effet, sur nos revenus, de notre décision de diminuer notre offre. Au cours du trimestre, nous avons enregistré une diminution du nombre de voyageurs de 7,3 %. Pour la période de neuf mois, nos revenus ont diminué de 111,2 millions de dollars. Cette diminution découle de nos décisions de réduire notre offre sur tous nos marchés, et ce, tant pour la saison d'hiver que celle d'été. Nous avons enregistré une diminution du nombre de voyageurs de 10,4 %, alors que nos prix de vente moyens étaient également supérieurs à ceux de 2012. Pour la période de neuf mois, la baisse de nos revenus a été en partie annulée par les revenus de 32,6 millions de dollars générés par Vacances Tours Mont-Royal (« TMR ») qui a été acquise le 1^{er} février 2012, soit au début du deuxième trimestre de l'exercice 2012.

CHARGES OPÉRATIONNELLES

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2013	2012	Écart	Écart	2013	2012	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Coûts liés à la prestation de services								
touristiques	444 248	424 399	19 849	4,7	1 645 368	1 699 687	(54 319)	(3,2)
Carburant d'aéronefs	129 960	159 003	(29 043)	(18,3)	293 286	371 892	(78 606)	(21,1)
Salaires et avantages du personnel	98 088	92 620	5 468	5,9	273 639	286 091	(12 452)	(4,4)
Commissions	30 055	29 062	993	3,4	137 766	134 400	3 366	2,5
Entretien d'aéronefs	31 063	31 458	(395)	(1,3)	79 960	94 274	(14 314)	(15,2)
Frais d'aéroports et de navigation	29 416	33 714	(4 298)	(12,7)	66 566	76 970	(10 404)	(13,5)
Loyer d'aéronefs	20 530	22 361	(1 831)	(8,2)	61 505	63 832	(2 327)	(3,6)
Autres	90 591	94 365	(3 774)	(4,0)	250 601	259 623	(9 022)	(3,5)
Amortissements	11 250	9 576	1 674	(17,5)	29 109	29 578	(469)	(1,6)
Total	885 201	896 558	(11 357)	(1,3)	2 837 800	3 016 347	(178 547)	(5,9)

Nos charges opérationnelles totales ont diminué de 11,4 millions de dollars (1,3 %) pour le trimestre et de 178,5 millions de dollars pour la période de neuf mois, par rapport à 2012. Ces diminutions découlent principalement de notre décision de réduire notre offre sur tous nos marchés. Comparativement à la période de neuf mois de l'exercice précédent, nous avons modifié notre flotte d'aéronefs avec le retrait de deux Airbus A310 (au cours du premier trimestre de 2012, 2 Airbus A330 ont été graduellement ajoutés à la flotte). De plus, les charges opérationnelles, principalement nos coûts liés à la prestation de services touristiques, tiennent compte d'augmentations à la suite de l'acquisition de TMR qui est survenue le 1^{er} février 2012.

Ceci s'est traduit, pour le troisième trimestre, par une augmentation de nos dépenses d'exploitation en Amérique de 8,8 % et par une diminution de 22,4 % en Europe, tandis que pour la période de neuf mois ceci s'est traduit par une diminution de 3,0 % en Amérique et de 17,0 % en Europe.

COÛTS LIÉS À LA PRESTATION DE SERVICES TOURISTIQUES

Les coûts liés à la prestation de services touristiques sont engagés par nos voyageurs. Ils comprennent, entre autres, le coût des chambres d'hôtels ainsi que le coût des blocs de sièges ou de vols complets réservés auprès d'autres transporteurs aériens qu'Air Transat. Comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, ces coûts ont augmenté de 19,8 millions de dollars (4,7 %) pour le trimestre et ont diminué de 54,3 millions de dollars (3,2 %) pour la période de neuf mois. Pour le trimestre, l'augmentation résulte principalement de l'augmentation des coûts des chambres d'hôtels et aussi de l'affaiblissement du dollar par rapport à l'euro. Compte tenu que la Société vend un nombre important de ses sièges sans autres produits connexes lors de la saison d'été, l'effet sur nos coûts liés à la prestation de services touristiques de notre décision de réduire notre offre n'a pas été important. Pour la période de neuf mois, la diminution découle de la réduction de notre offre pendant la saison d'hiver, compensées, en partie, par une augmentation des coûts de chambres d'hôtels et par l'ajout des coûts découlant de l'acquisition de TMR.

CARBURANT D'AÉRONEFS

La dépense de carburant d'aéronefs a diminué de 29,0 millions de dollars (18,3 %) pour le trimestre et de 78,6 millions de dollars pour la période de neuf mois, par rapport à 2012. Ces diminutions découlent principalement de la baisse du nombre d'heures de vols effectués par notre flotte d'aéronefs et découlent également d'une baisse des prix du carburant comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

SALAIRES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Les salaires et avantages du personnel ont augmenté de 5,5 millions de dollars (5,9 %) pour le trimestre et ont diminué de 12,5 millions de dollars (4,4 %) pour la période de neuf mois, comparativement à 2012. Pour le trimestre, l'augmentation découle de la comptabilisation de charges liées aux programmes d'intéressement à court et à long terme. Pour la période de neuf mois, la diminution découle principalement de la cession de notre filiale Handlex et, dans une moindre mesure, de la réduction de notre offre. Les salaires et avantages du personnel incluent également une charge de restructuration d'un montant de 1,3 millions de dollars pour le trimestre et de 5,2 millions de dollars, lesquelles sont principalement constituées d'indemnités de départs.

COMMISSIONS

Les commissions comprennent les frais payés par les voyageurs aux agences de voyages pour leurs services à titre d'intermédiaires entre le voyageur et le consommateur. La dépense de commissions a augmenté de 1,0 million de dollars (3,4 %) au cours du troisième trimestre et de 3,4 millions de dollars (2,5 %) pour la période de neuf mois, par rapport à 2012. En termes de pourcentage de nos revenus, les commissions sont demeurées stables comparativement au trimestre correspondant de 2012 et représentent 3,2 % de nos revenus. Pour la période de neuf mois, les commissions ont augmenté et représentent 4,9 % de nos revenus comparativement à 4,6% en 2012. Cette augmentation résulte principalement de la redéfinition du programme de commissions aux agences de voyages de la Société afin d'inclure dans les montants sur lesquels une commission est calculée les frais de surcharge de carburant et les frais de services pour les réservations de forfaits de certaines marques de la Société.

ENTRETIEN D'AÉRONEFS

Les coûts d'entretien d'aéronefs comprennent les frais engagés par Air Transat, principalement pour le maintien en état des moteurs et des cellules. Comparativement à 2012, ces dépenses ont diminué de 0,4 million de dollars (1,3 %) au cours du troisième trimestre et de 14,3 millions de dollars (15,2 %) au cours de la période de neuf mois. Ces diminutions découlent principalement de la baisse du nombre d'heures de vols effectués par notre flotte. Toutefois, pour le trimestre, la Société a encouru certaines dépenses supérieures à celles initialement estimées et enregistrées.

FRAIS D'AÉROPORTS ET DE NAVIGATION

Les frais d'aéroports et de navigation comprennent principalement les droits exigés par les aéroports et agences responsables de la gestion du trafic aérien. Ces frais ont diminué de 4,3 millions de dollars (12,7 %) pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2013 et de 10,4 millions de dollars (13,5 %) pour la période de neuf mois, en ligne avec la diminution de notre nombre de vols effectué par les aéronefs de notre flotte.

LOYER D'AÉRONEFS

Les loyers d'aéronefs ont diminué de 1,8 million de dollars (8,2 %) au cours du trimestre et de 2,3 millions de dollars (3,6 %) au cours de la période de neuf mois. Ces diminutions découlent principalement du renouvellement, à de meilleures conditions, de deux baux d'Airbus A310 et au retrait de deux Airbus A310 au début de l'exercice.

AUTRES

Les autres frais ont diminué de 3,8 millions de dollars (4,0 %) au cours du troisième trimestre et de 9,0 millions de dollars (3,5 %) au cours de la période de neuf mois, comparativement à 2012. Ces diminutions découlent principalement de la baisse des autres coûts aériens à la suite de la diminution de notre offre de produits. Les autres frais tiennent également compte d'une hausse des autres coûts aériens à la suite de la cession, le 12 juin 2012, de notre filiale Handlex puisque nous devons désormais acheter ces services d'une tierce partie.

AMORTISSEMENTS

Les amortissements incluent l'amortissement des immobilisations corporelles, des actifs incorporels amortissables et des avantages incitatifs reportés. Les amortissements ont augmenté de 1,7 million de dollars au cours du troisième trimestre et ont diminué de 0,5 million de dollars au cours de la période de neuf mois comparativement aux périodes correspondantes de 2012. L'augmentation pour le trimestre découle d'ajustements afin de réduire la période d'amortissement de certains actifs.

MARGE BRUTE (PERTE D'EXPLOITATION)

Compte tenu de ce qui précède, nous avons enregistré au cours du troisième trimestre une marge brute de 41,8 millions de dollars (4,5 %), qui tient compte d'une charge de restructuration de 1,3 million de dollars, comparativement à 12,5 millions de dollars (1,4 %) en 2012. Pour la période de neuf mois, nous avons enregistré une marge brute de 1,7 million de dollars (0,1 %) comparativement à une perte d'exploitation de 65,6 millions de dollars (2,2 %) en 2012. L'amélioration de nos marges brutes découle principalement de l'augmentation des prix de vente moyens.

Au cours du troisième trimestre, nous avons affiché une marge avant amortissement de 53,1 millions de dollars (5,7 %), qui tient compte d'une charge de restructuration de 1,3 million de dollars, comparativement à une marge avant amortissement de 22,1 millions de dollars (2,4 %) en 2012. Pour la période de neuf mois, nous avons enregistré une marge avant amortissement de 30,9 millions de dollars (1,1 %) par rapport à une perte d'exploitation avant amortissement de 36,0 millions de dollars (1,2 %) en 2012. L'amélioration de nos marges avant amortissement découle principalement de l'augmentation des prix de vente moyens.

SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

AMÉRIQUE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2013 \$	2012 \$	Écart \$	Écart %	2013 \$	2012 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	688 046	608 768	79 278	13,0	2 323 174	2 336 589	(13 415)	(0,6)
Charge opérationnelles	659 924	606 290	53 634	8,8	2 318 657	2 390 918	(72 261)	(3,0)
Marge brute (perte d'exploitation)	28 122	2 478	25 644	1 034,9	4 517	(54 329)	58 846	108,3

Les revenus de nos filiales nord-américaines, qui proviennent de ventes faites au Canada et à l'étranger, ont augmenté de 79,3 millions de dollars (13,0 %) au cours du troisième trimestre, comparativement à 2012. L'augmentation de nos revenus découle de l'attribution de certaines ventes effectuées sur le territoire européen à notre secteur géographique Amérique, et ce, à la suite de la réorganisation de certaines de nos activités. Auparavant, ces ventes étaient attribuées au secteur géographique Europe. Abstraction faite de ces ventes, notre offre sur les marchés transatlantique et sur les destinations soleil a été réduite comparativement à 2012. Ainsi, le nombre de voyageurs a augmenté de 6,4 %. Au cours du trimestre, nous avons réalisé une marge brute de 28,1 millions de dollars (4,1 %), qui tient compte d'une charge de restructuration de 1,3 million de dollars, comparativement à une marge brute de 2,5 millions de dollars (0,4 %) en 2012. L'amélioration de notre marge brute découle principalement de l'augmentation des prix de vente moyens, et aussi des efforts de réductions de coûts.

Comparativement à 2012, les revenus de nos filiales nord-américaines ont diminué de 13,4 millions de dollars (0,6 %) au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet. Cette diminution découle principalement de notre décision de réduire notre offre sur les destinations soleil et sur le marché transatlantique. Le tout s'est traduit par une diminution du nombre de voyageurs de 4,7 %. Toutefois, la baisse de nos revenus a été freinée par des hausses de nos prix de vente, par les revenus de 32,6 millions de dollars générés par TMR et par l'attribution au secteur Amérique de certaines ventes effectuées sur le territoire européen. Nous avons enregistré une marge brute de 4,5 millions de dollars (0,2 %) pour la période de neuf mois, comparativement à une perte d'exploitation de 54,3 millions de dollars (2,3 %) en 2012. L'amélioration de notre marge brute découle principalement de l'augmentation des prix de vente moyens, et aussi des efforts de réductions de coûts.

EUROPE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2013 \$	2012 \$	Écart \$	Écart %	2013 \$	2012 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	238 958	300 288	(61 330)	(20,4)	516 368	614 189	(97 821)	(15,9)
Charges opérationnelles	225 277	290 268	(64 991)	(22,4)	519 143	625 429	(106 286)	(17,0)
Marge brute (perte d'exploitation)	13 681	10 020	3 661	36,5	(2 775)	(11 240)	8 465	75,3

Comparativement à 2012, les revenus de nos filiales européennes au cours du troisième trimestre, qui proviennent de ventes faites à des clients en Europe et au Canada, ont diminué de 61,3 millions de dollars (20,4 %), principalement à la suite de notre décision de réduire notre offre et à l'attribution de certaines ventes effectuées sur le territoire européen à notre secteur géographique Amérique et ce, à la suite de la réorganisation de certaines de nos activités. Auparavant, ces ventes étaient attribuées au secteur géographique Europe. Le nombre de voyageurs a ainsi diminué de 40,7 % pour le trimestre, comparativement à 2012 alors que nos prix de vente moyens affichaient des hausses. Nos activités européennes ont affiché une marge brute de 13,7 millions de dollars (5,7 %) au cours du trimestre, comparativement à 10,0 millions de dollars (3,3 %) en 2012.

Pour la période de neuf mois, les revenus de nos filiales européennes ont diminué de 97,8 millions de dollars (15,9 %), principalement à la suite de notre décision de réduire notre offre et à l'attribution de certaines ventes effectuées sur le territoire européen à notre secteur géographique Amérique et ce, à la suite de la réorganisation de certaines de nos activités. Auparavant, ces ventes étaient attribuées au secteur géographique Europe. Le nombre de voyageurs a ainsi diminué de 35,2 % pour la période de neuf mois, comparativement à 2012. Toujours pour la période de neuf mois, nos prix de vente moyens affichaient des hausses. Nos activités européennes ont affiché une perte d'exploitation de 2,8 millions de dollars (0,5 %) au cours de la période de neuf mois, comparativement à 11,2 millions de dollars (1,8 %) en 2012.

AUTRES CHARGES ET (REVENUS)

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet				Périodes de neuf mois closes les 31 juillet			
	2013 \$	2012 \$	Écart \$	Écart %	2013 \$	2012 \$	Écart \$	Écart %
Coûts de financement	721	974	(253)	(26,0)	2 095	2 316	(221)	(9,5)
Revenus de financement	(2 003)	(1 847)	(156)	(8,4)	(5 618)	(5 389)	(229)	(4,2)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(15 431)	7 455	(22 886)	(307,0)	1 009	1 430	(421)	(29,4)
Gain de change sur les éléments monétaires à long terme	(197)	(181)	(16)	(8,8)	(403)	(95)	(308)	(324,2)
Gain sur des placements dans des PCAA	—	(1 621)	1 621	100,0	—	(6 411)	6 411	100,0
Gain à la cession d'une filiale	—	(5 655)	5 655	100,0	—	(5 655)	5 655	100,0
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	90	(1 880)	1 970	104,8	(3 534)	(4 219)	685	16,2

COÛTS DE FINANCEMENT

Les coûts de financement incluent les intérêts sur la dette à long terme et autres intérêts ainsi que les frais financiers. Les coûts de financement ont diminué de 0,3 million de dollars au cours du troisième trimestre et de 0,2 millions de dollars pour la période de neuf mois.

REVENUS DE FINANCEMENT

Les revenus de financement ont augmenté de 0,2 million de dollars au cours du troisième trimestre et de la période de neuf mois comparativement aux périodes correspondantes de 2012.

VARIATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS LIÉS AUX ACHATS DE CARBURANT D'AÉRONEFS

La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur du portefeuille de ces instruments financiers qui sont détenus et utilisés par la Société aux fins de la gestion du risque lié à l'instabilité des prix du carburant. Au cours du présent trimestre, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a augmenté de 15,4 millions de dollars, comparativement à une baisse de 7,5 millions de dollars en 2012. Pour la période de neuf mois, la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs a diminué de 1,0 million de dollars, comparativement à une baisse de 1,4 million de dollars en 2012.

GAIN DE CHANGE SUR LES ÉLÉMENTS MONÉTAIRES À LONG TERME

Les gains/pertes de change sur les éléments monétaires à long terme sont principalement attribuables à l'effet des taux de change sur nos dépôts en devises. Au cours du troisième trimestre, nous avons affiché un gain de change de 0,2 million de dollars sur les éléments monétaires à long terme, comparativement à 0,2 million de dollars en 2012. Pour la période de neuf mois, nous avons affiché un gain de change de 0,4 million de dollars, comparativement à 0,1 million de dollars en 2012.

GAIN SUR DES PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le gain sur des placements dans des PCAA correspond à la variation, au cours de la période, de la juste valeur des placements dans des PCAA. Au cours du premier trimestre terminé le 31 janvier 2013, la Société a vendu la totalité de ses placements dans des PCAA. Cette transaction n'a résulté en aucun gain ou perte. En 2012, le gain sur des placements dans des PCAA a atteint 1,6 million de dollars au cours du troisième trimestre et 6,4 millions de dollars au cours de la période de neuf mois (Se référer à la section *Placements dans des PCAA* pour plus de détails).

QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET D'UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Notre quote-part du résultat net d'une entreprise associée correspond à notre quote-part du résultat net de Caribbean Investments B.V. [« CIBV »], notre entreprise en hôtellerie. Cette quote-part de la perte nette pour le troisième trimestre s'élève 0,1 million de dollars comparativement à une quote-part du résultat net de 1,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012. Pour la période de neuf mois, la quote-part s'est établie à 3,5 millions de dollars en regard de 4,2 millions de dollars en 2012. Les diminutions des quotes-parts du résultat net découlent de pertes de change, en dépit d'une meilleure rentabilité opérationnelle qu'en 2012.

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Les impôts sur le résultat ont atteint 17,2 millions de dollars au cours du troisième trimestre comparativement à 2,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois, les impôts sur le résultat s'élevèrent à 2,2 millions de dollars, en regard d'une récupération d'impôts sur le résultat de 16,9 millions de dollars en 2012. Compte non tenu de la quote-part du résultat net d'une entreprise associée, le taux d'imposition réel a été de 29,2 % pour le présent trimestre et de 47,6 % pour la période de neuf mois, comparativement à 23,2 % et 32,6 % pour les périodes correspondantes de 2012. Les variations de taux d'impôt pour le trimestre et la période de neuf mois découlent des différences de taux d'imposition statutaires par pays appliqués sur leurs résultats et du traitement fiscal appliqué aux gains sur des placements dans des PCAA, le cas échéant.

RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT NET ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES

En conséquence des éléments présentés dans la section Activités consolidées, notre résultat net pour le trimestre clos le 31 juillet 2013 s'est établi à 41,5 millions de dollars comparativement à 9,7 millions de dollars en 2012. Le résultat net attribuable aux actionnaires s'est élevée à 41,1 millions de dollars, soit 1,07 \$ par action (de base et diluée), par rapport à un résultat net de 9,4 millions de dollars, soit 0,25 \$ par action (de base et diluée) lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 38 575 000 pour le troisième trimestre 2013 et de 38 199 000 pour le trimestre correspondant de 2012.

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2013, nous affichons résultat net de 6,0 millions de dollars comparativement à une perte nette de 30,7 millions de dollars en 2012. Le résultat net attribuable aux actionnaires s'est élevée à 3,2 millions de dollars, soit 0,08 \$ par action (de base et diluée), par rapport à une perte nette attribuable aux actionnaires de 33,3 millions de dollars, soit 0,87 \$ par action (de base et diluée) lors de la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer les montants par action a été de 38 370 000 pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2013 et de 38 104 000 pour la période correspondante de 2012.

Pour le troisième trimestre, notre bénéfice ajusté après impôts s'est établi à 30,8 millions de dollars (0,80 \$ par action) comparativement à 10,5 millions de dollars (0,28 \$ par action) en 2012. Pour la période de neuf mois, nous affichons un bénéfice ajusté après impôts de 7,8 millions de dollars (0,20 \$ par action), comparativement à une perte ajustée après impôts de 44,0 millions de dollars (1,15 \$ par action) pour la période correspondante de 2012.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Dans l'ensemble, les revenus affichent des baisses pour la saison d'hiver et pour la saison estivale (par rapport aux trimestres des périodes correspondantes des exercices précédents) et ce, à la suite de notre décision de réduire notre offre sur tous nos marchés. Dans l'ensemble les prix de vente moyens sont en hausse alors que le nombre de voyageurs est en baisse pour les saisons hivernale et estivale. Quant à nos marges, elles ont fluctué au cours de chaque trimestre, principalement en raison de la concurrence qui a exercé une pression sur les prix. En conséquence, les informations financières trimestrielles suivantes peuvent donc varier de façon importante d'un trimestre à l'autre.

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	T4-2011 \$	T1-2012 \$	T2-2012 \$	T3-2012 \$	T4-2012 \$	T1-2013 \$	T2-2013 \$	T3-2013 \$
Revenus	805 930	829 296	1 212 426	909 056	763 441	805 714	1 106 824	927 004
Marge (perte d'exploitation)	6 227	(41 747)	(36 320)	12 498	41 731	(29 936)	(10 125)	41 803
Marge (perte d'exploitation) avant amortissement	16 984	(31 839)	(26 226)	22 074	52 946	(21 017)	(1 185)	53 053
Résultat net (perte nette)	(6 655)	(28 580)	(11 774)	9 664	17 154	(13 940)	(21 556)	41 469
Résultat net attribuable aux actionnaires	(7 266)	(29 489)	(13 199)	9 405	16 614	(15 137)	(22 760)	41 149
Résultat par action de base	(0,19)	(0,77)	(0,35)	0,25	0,43	(0,39)	(0,59)	1,07
Résultat par action dilué	(0,19)	(0,77)	(0,35)	0,25	0,43	(0,39)	(0,59)	1,07
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts	7 343	(29 941)	(24 536)	10 521	28 684	(21 564)	(1 432)	30 759
Bénéfice ajusté (perte ajustée) après impôts par action	0,19	(0,79)	(0,64)	0,28	0,75	(0,56)	(0,04)	0,80

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 juillet 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'établissaient à 389,3 millions de dollars, comparativement à 171,2 millions de dollars au 31 octobre 2012. La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus en fiducie ou autrement réservés se chiffraient à 332,7 millions de dollars à la fin du troisième trimestre de l'exercice 2013 comparativement à 370,3 millions de dollars au 31 octobre 2012. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 20,8 millions de dollars, soit un ratio de 1,02, par rapport à un fonds de roulement déficitaire de 1,2 million de dollars et un ratio de 1,0 au 31 octobre 2012.

L'actif total a augmenté de 224,6 millions de dollars (19,3 %), passant de 1 163,3 millions le 31 octobre 2012 à 1 387,9 millions de dollars le 31 juillet 2013. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 218,2 millions de dollars (dont 27,4 millions de dollars provient de la vente des placements dans des PCAA). Cette variation et celles des autres principaux éléments d'actifs monétaires reflètent la saisonnalité de nos opérations. Les capitaux propres ont augmenté de 8,6 millions de dollars, passant de 366,3 millions de dollars au 31 octobre 2012 à 374,9 millions de dollars au 31 juillet 2013. Cette augmentation découle principalement de notre résultat net attribuable aux actionnaires de 3,2 millions de dollars, du profit latent sur les couvertures de trésorerie de 1,7 million de dollars et du gain de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères de 1,3 millions de dollars.

FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars)	Trimestres clos les 31 juillet			Périodes de neuf mois closes les 31 juillet		
	2013	2012	Écart	2013	2012	Écart
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	67 608	(6 859)	74 467	236 616	115 238	121 378
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(16 146)	40 613	(56 759)	(17 785)	5 928	(23 713)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(111)	(917)	806	(1 443)	(4 540)	3 097
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	1 838	(4 166)	6 004	774	(5 459)	6 233
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	53 189	28 671	24 518	218 162	111 167	106 995

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

Au cours du troisième trimestre, les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles se sont élevés à 67,6 millions de dollars, par rapport à des flux de trésorerie utilisés de 6,9 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012. L'augmentation de 74,5 millions de dollars survenue au cours du trimestre, comparativement au trimestre correspondant de 2012, est attribuable à une amélioration de notre rentabilité de 24,4 millions de dollars et à la hausse de la variation nette des soldes sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement opérationnel de 38,5 millions de dollars. Cette dernière découle principalement d'une augmentation plus importante des fournisseurs et autres créditeurs au cours du trimestre, comparativement à 2012.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 121,4 millions de dollars passant de 115,2 millions de dollars en 2012 à 236,6 millions de dollars en 2013. L'augmentation est attribuable une amélioration de notre rentabilité de 71,0 millions de dollars, à l'augmentation de la variation nette des soldes sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement opérationnel de 38,8 millions de dollars et à l'augmentation de la variation nette des autres actifs et passifs opérationnels de 13,9 millions de dollars. L'augmentation de la variation nette des soldes sans effet sur la trésorerie du fonds de roulement opérationnel découle principalement d'une augmentation plus importante des fournisseurs et autres créditeurs au cours du de la période de neuf mois, comparativement à 2012.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 16,1 millions de dollars au cours du troisième trimestre comparativement à des flux de trésorerie générés de 40,6 millions de dollars en 2012. Nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont atteint 19,9 millions de dollars, comparativement à 19,4 millions de dollars en 2012. De plus, nous avons encaissé un montant de 3,0 millions de dollars à titre de solde de prix de vente à recevoir d'une filiale cédée en 2012 et reçu un dividende d'entre entreprise associé de 0,7 million de dollars. Au cours du troisième trimestre de 2012, nous avons encaissé 57,4 millions de dollars à la suite de la vente de placements dans des PCAA et encaissé un montant de 2,1 millions de dollars, net de la trésorerie cédée, relativement à la vente d'une de nos filiales.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement se sont élevés à 17,8 million de dollars comparativement à des flux de trésorerie générés de 5,9 millions de dollars en 2012. Nos investissements en immobilisations corporelles et autres actifs incorporels ont diminué de 2,6 millions de dollars pour atteindre 45,0 millions de dollars et notre solde de trésorerie et équivalents de trésorerie réservés (non courant) a été augmenté de 3,9 millions de dollars. Au cours de la période de neuf mois, nous avons également encaissé un montant de 27,4 million de dollars à la suite de la vente de placements dans des PCAA et encaissé un montant de 3,0 millions de dollars à titre de solde de prix de vente à recevoir d'une filiale cédée en 2012. Au cours de la période correspondante de 2012, nous avons encaissé 57,4 millions de dollars à la suite de la vente de placements dans des PCAA et 1,8 million de dollars à titre de remboursement de capital. De plus, nous avons acquis certains éléments d'actifs et assumé certains éléments de passifs de TMR pour une contrepartie totale, nette de la trésorerie acquise, de 5,0 millions de dollars.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement sont passés de 0,9 million de dollars pour le troisième trimestre 2012 à 0,1 million de dollars pour le troisième trimestre 2013, soit une diminution de 0,8 million de dollars. Cette diminution découle principalement des dividendes versés à une participation ne donnant pas le contrôle qui ont été moins élevés au cours du présent trimestre comparativement à celui de 2012.

Pour la période de neuf mois, les flux de trésorerie utilisés par les activités de financement se sont élevés à 1,4 million de dollars, comparativement à 4,5 millions de dollars en 2012, une baisse de 3,1 millions de dollars. Cette baisse découle principalement d'un montant de dividendes versés à une participation ne donnant pas le contrôle inférieur à ceux versés en 2012.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

(en milliers de dollars, sauf les données par action)	31 juillet 2013 \$	31 octobre 2012 \$	Écart \$	Principales sources d'explication des écarts importants
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	389 337	171 175	218 162	Se reporter à la section Flux de trésorerie ci-haut
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	332 749	370 291	(37 542)	Saisonnalité des opérations
Clients et autres débiteurs	139 263	111 525	27 738	Augmentation du délai d'encaissement du solde à recevoir d'un processeur de carte de crédit et saisonnalité des opérations
Impôts sur le résultat à recevoir	11 878	14 690	(2 812)	Diminution des impôts recouvrables compte tenu des résultats imposables de filiales
Stocks	12 762	11 469	1 293	Aucun écart important
Charges payées d'avances	72 627	57 234	15 393	Augmentation des montants payés d'avance à certains fournisseurs de services due à la saisonnalité des opérations
Instruments financiers dérivés	6 754	7 460	(706)	Aucun écart important
Dépôts	53 024	43 703	9 321	Saisonnalité des opérations
Placement dans des PCAA	—	27 350	(27 350)	Cession des placements dans des PCAA
Actifs d'impôt différé	25 945	24 338	1 607	Aucun écart important
Immobilisations corporelles	114 741	96 415	18 326	Acquisitions au cours de la période compensées par l'amortissement
Goodwill	92 543	91 494	1 049	Écart de taux de change
Immobilisations incorporelles	64 368	66 531	(2 163)	Charge d'amortissement compensée par les acquisitions de la période
Placements et autres actifs	71 923	69 626	2 297	Quote-part du résultat net d'une entreprise associée
Passif				
Fournisseurs et autres créditeurs	443 189	307 219	135 970	Saisonnalité des opérations
Provision pour remise en état des aéronefs loués	34 477	31 869	2 608	Aucun écart important
Impôts sur le résultat à payer	6 380	932	5 448	Augmentation des impôts à payer compte tenu des résultats imposables de certaines filiales
Dépôts de clients et revenus différés	456 215	382 823	73 392	Saisonnalité des opérations
Instruments financiers dérivés	5 491	8 416	(2 925)	Variation favorable des prix du carburant et de la valeur du dollar par rapport à la devise américaine en regard des contrats à terme contractés et échéances de certains contrats
Autres passifs	54 047	54 448	(401)	Aucun écart important
Passifs d'impôt différé	13 230	11 268	1 962	Aucun écart important
Capitaux propres				
Capital-actions	221 486	220 736	750	Émission sur le capital autorisé
Provision pour paiements fondés sur des actions	14 907	13 336	1 571	Charge liée aux paiements fondés sur des actions
Résultats non distribués	148 430	145 198	3 232	Résultat net
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie	1 219	(475)	1 694	Gain net sur les instruments financiers désignés dans des couvertures de flux de trésorerie
Montant cumulé des écarts de change	(11 157)	(12 469)	1 312	Gain de change sur conversion des états financiers de filiales étrangères

FINANCEMENT

Au 31 juillet 2013, la Société dispose de plusieurs types de financements. Elle dispose principalement d'une facilité de crédit à terme rotatif ainsi que de lignes d'émissions de lettres de crédit.

La Société dispose d'un crédit à terme rotatif, pour les fins de ses opérations, de 50,0 millions de dollars, venant à échéance en 2015 et qui peut être prolongé, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions et sera aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes de l'entente, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Au 31 juillet 2013, tous les ratios et critères financiers étaient respectés et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

La Société dispose aussi, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60,0 millions de dollars renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 juillet 2013, un montant de 54,7 millions de dollars était utilisé.

De plus, nous avons accès, pour nos opérations françaises, à des lignes de crédit non utilisées atteignant 11,5 millions d'euros [15,7 millions de dollars].

ENTENTES HORS BILAN

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la Société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés condensés intermédiaires non audités et d'autres par voie de notes aux états financiers.

Les obligations qui ne sont pas présentées au passif sont considérées comme des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la Société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation

La dette hors bilan estimée, excluant les ententes avec les fournisseurs de services, s'élevait à environ 684,7 millions de dollars au 31 juillet 2013 (557,1 millions au 31 octobre 2012) et se résume comme suit :

(en milliers de dollars)	Au 31 juillet 2013 \$	Au 31 octobre 2012 \$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	24 703	25 118
Contrats de cautionnement	1 133	1 108
Contrats de location simple		
Engagements en vertu de contrats de location simple	658 885	530 907
	684 721	557 133

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location simple sont établis afin de permettre à la Société de louer certains éléments plutôt que de les acquérir.

De plus, la Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 35,0 millions de dollars. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 juillet 2013, un montant de 19,4 millions de dollars était utilisé en vertu de cette facilité, et ce aux fins de l'émission de lettres de crédit à certains de nos fournisseurs de services.

Pour ses opérations françaises, la Société a accès à des lignes de cautionnement pour 11,2 millions d'euros [14,9 millions de dollars], dont 3,8 millions d'euros étaient utilisés [5,2 millions de dollars].

Au 31 juillet 2013, le montant des ententes hors bilan ont augmenté de 127,6 millions de dollars. Cette augmentation découle de la signature d'ententes pour la location de quatre Boeing 737-800 et le prolongement des baux de six Airbus A330, compensée par les remboursements effectués au cours de l'exercice.

Nous croyons que la Société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

ENDETTEMENT

La Société n'affiche aucune dette à l'état de la situation financière, alors que nos ententes hors bilan, excluant les ententes avec des fournisseurs et autres obligations, ont augmenté de 127,6 millions de dollars, passant de 557,1 millions de dollars au 31 octobre 2012 à 684,7 millions de dollars au 31 juillet 2013, le tout représentant une augmentation de la dette totale de 127,6 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2012. L'augmentation de notre dette totale découle de la signature, au cours de la période, d'ententes pour la location et le prolongement de baux d'aéronefs, compensée par les remboursements effectués au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2013.

Déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de nos placements dans des PCAA, la dette totale nette de la Société a diminué de 63,2 millions de dollars pour s'établir à 295,4 millions de dollars au 31 juillet 2013, comparativement à 358,6 millions de dollars au 31 octobre 2012.

ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 juillet 2013, il y avait trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Au 31 juillet 2013, il y avait 662 299 actions à droit de vote variable de catégorie A et 37 778 792 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Au 11 septembre 2013, le nombre d'options d'achat d'actions en circulation s'élevait à 2 758 594, dont 929 819 pouvaient être exercées.

PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le 9 novembre 2012, la Société a vendu ses PCAA pour une contrepartie totale de 27,4 millions de dollars.

La variation des soldes de placements dans des PCAA au bilan et la composition de la rubrique Perte (Gain) sur des placements dans des PCAA à l'état consolidé des résultats se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale \$	Provision pour dévaluation \$	Placements \$	Perte (gain) \$
Solde au 31 octobre 2011	116 414	(37 663)	78 751	
Appréciation des placements dans des PCAA	—	8 032	8 032	(8 032)
Remboursement de capital	(1 398)	—	(1 398)	—
Solde au 30 avril 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2012	115 016	(29 631)	85 385	(8 032)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(1 621)	(1 621)	1 621
Cession de placements dans des PCAA	(80 000)	22 552	(57 448)	—
Remboursement de capital	(367)	—	(367)	—
Solde au 31 juillet 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 juillet 2012	34 649	(8 700)	25 949	(6 411)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	1 525	1 525	(1 525)
Remboursement de capital	(124)	—	(124)	—
Solde au 31 octobre 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 octobre 2012	34 525	(7 175)	27 350	(7 936)
Cession de placements dans des PCAA	(34 525)	7 175	(27 350)	—
Solde au 31 janvier 2013 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2013	—	—	—	—
Solde au 31 juillet 2013 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 juillet 2013	—	—	—	—

Au début de la crise liée aux PCAA en 2007, la Société détenait des PCAA ayant une valeur nominale de 154,5 millions de dollars. De ce montant, 121,7 millions de dollars ont été récupérés, soit 78,7 %.

AUTRE

FLOTTE

Le 24 juillet 2013, nous avons annoncé la signature d'une entente pour la location, pour une durée de huit ans, de quatre petits porteurs Boeing 737-800 qui entreront en service à l'été 2014 ainsi que le prolongement jusqu'en 2020 et 2021 des baux de six Airbus A330. Au cours de la période de trois mois terminée le 31 janvier 2013, deux A310 ont été retirés de la flotte. La flotte d'Air Transat compte actuellement neuf Airbus A310 (250 sièges) et douze Airbus A330 (345 sièges).

MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La Société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée et n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, ce qui constitue l'achèvement de la première partie d'un projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La première étape a couvert le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, alors que les deux prochaines parties couvriront la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture. Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche utilisée par l'IFRS 9 repose sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Compte tenu des nouvelles exigences, une

entité qui décide d'évaluer un passif à la juste valeur présentera la partie de la variation de la juste valeur attribuable aux changements apportés au risque de crédit propre aux capitaux propres dans la section des autres éléments du résultat global, plutôt que dans le compte de résultat. L'IFRS 9 sera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2015, et l'application anticipée est permise.

IFRS 10 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, qui remplace la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. L'IFRS 10 reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une entité. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'IFRS 10 sera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 12 – INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir dans les états financiers consolidés annuels sur toutes les formes d'intérêts détenus dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et les autres entités hors bilan. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses intérêts détenus dans d'autres entités et les effets de ces intérêts sur sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie. L'IFRS 12 sera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 13 – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 sera en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 1 – PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 consiste en l'exigence visant à regrouper ensemble les autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés dans le compte de résultat. Les modifications maintiennent également les exigences voulant que les autres éléments du résultat global et le résultat net doivent être présentés soit dans un seul état soit dans deux états consécutifs. Les modifications apportées à l'IAS 1 sont en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2012. Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur la présentation de ses états financiers consolidés de la Société puisque les autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés dans le compte de résultat étaient déjà regroupés.

IAS 19 – AVANTAGES DU PERSONNEL

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Ces modifications éliminent la possibilité de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, communément appelée la « méthode du corridor », ce qui donnera une information plus comparable et plus fiable. Les modifications simplifieront aussi la présentation des variations des actifs et des passifs provenant des régimes à prestations définies, en imposant notamment l'obligation de présenter les variations découlant de modifications d'estimation dans les autres éléments du résultat global, afin de distinguer ces changements de ceux qui sont souvent perçus comme étant le résultat d'activités quotidiennes de la société. Également, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi aux obligations nettes au titre des avantages postérieurs à l'emploi. Selon la norme IAS 19 précédente, les revenus d'intérêt étaient présentés séparément des charges d'intérêt et étaient calculés sur la base du rendement prévu des actifs des régimes. Finalement, les modifications amélioreront les informations à fournir concernant les régimes à prestations définies en exigeant une meilleure information sur les caractéristiques de ces régimes et les risques auxquels la société est exposée en raison de sa participation à ces régimes. Les modifications apportées à l'IAS 19 seront en vigueur pour les exercices de la Société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a produit des attestations signées par le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière qui, entre autres choses, considèrent adéquates pour le 31 juillet 2013 la conception :

- des contrôles et des procédures de communication de l'information financière qui fournissent l'assurance raisonnable que l'information financière importante de la Société et de ses filiales est dûment communiquée et que cette information est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par la législation;
- du contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF) qui fournit l'assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS.

Le Président et chef de la direction et le Vice-président, finances et administration et chef de la direction financière de la Société ont également effectué une évaluation afin de déterminer s'il y avait eu des changements apportés au CIIF au cours du trimestre clos le 31 juillet 2013, qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier une incidence importante. Aucune modification significative de ce genre n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Le marché transatlantique, au départ du Canada et de l'Europe, représente une portion très importante de l'activité de Transat durant la saison d'été. Pour la période d'août à octobre 2013, la capacité de Transat sur ce marché est inférieure de 9 % à celle de 2012. À ce jour, 81 % de cette capacité est vendue, les coefficients d'occupation sont inférieurs de 1,1 % et les prix sont supérieurs d'environ 6 % à ceux enregistrés à pareille date en 2012.

Sur le marché des destinations soleil au départ du Canada, la capacité de Transat est supérieure de 1,0 % à celle déployée à la même date l'an passé. À ce jour, 70 % de cette capacité est vendue, les taux d'occupation et les prix de vente sont similaires.

En France, par rapport à l'an passé à la même date, les réservations moyen-courriers sont légèrement en avance alors que les réservations long-courriers accusent un léger retard. Les prix sont légèrement supérieurs.

Dans la mesure où ces tendances se maintiennent, la Société prévoit au quatrième trimestre des résultats meilleurs que l'an dernier, mais dans une proportion moindre qu'au troisième trimestre, notamment lorsqu'on considère l'effet positif de la vigueur des ventes à la fin du quatrième trimestre de 2012.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	Au 31 juillet 2013 \$	Au 31 octobre 2012 \$
ACTIF		
Actif courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	389 337	171 175
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés <i>[note 6]</i>	290 558	331 172
Clients et autres débiteurs	139 263	111 525
Impôts sur le résultat à recevoir	11 878	14 690
Stocks	12 762	11 469
Charges payées d'avance	72 627	57 234
Instruments financiers dérivés	6 754	7 460
Partie courante des dépôts	28 314	12 968
Actifs courants	951 493	717 693
Trésorerie et équivalents de trésorerie réservés	42 191	39 119
Placements dans des PCAA <i>[note 7]</i>	—	27 350
Dépôts	24 710	30 735
Actifs d'impôt différé	25 945	24 338
Immobilisations corporelles	114 741	96 415
Goodwill	92 543	91 494
Immobilisations incorporelles	64 368	66 531
Placements et autres actifs <i>[note 8]</i>	71 923	69 626
Actifs non courants	436 421	445 608
	1 387 914	1 163 301
PASSIF		
Fournisseurs et autres créditeurs	443 189	307 219
Partie courante de la provision pour remise en état des aéronefs loués <i>[note 9]</i>	19 392	19 513
Impôts sur le résultat à payer	6 380	932
Dépôts de clients et revenus différés	456 215	382 823
Instruments financiers dérivés	5 491	8 416
Passifs courants	930 667	718 903
Provision pour remise en état des aéronefs loués <i>[note 9]</i>	15 085	12 356
Autres passifs <i>[notes 11]</i>	54 047	54 448
Passifs d'impôt différé	13 230	11 268
Passifs non courants	82 362	78 072
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions <i>[note 12]</i>	221 486	220 736
Provision pour paiements fondés sur des actions	14 907	13 336
Résultats non distribués	148 430	145 198
Profit latent (perte latente) sur les couvertures de flux de trésorerie	1 219	(475)
Montant cumulé des écarts de change	(11 157)	(12 469)
	374 885	366 326
	1 387 914	1 163 301

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés

AVIS

Les auditeurs indépendants de la Société n'ont pas effectué un examen des états financiers intermédiaires condensés ci-joints selon les normes de l'Institut Canadien des Comptables Agréés concernant l'examen des états financiers intermédiaires par des auditeurs.

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audité)	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2013 \$	2012 \$	2013 \$	2012 \$
Revenus	927 004	909 056	2 839 542	2 950 778
Charges opérationnelles				
Coûts liés à la prestation de services touristiques	444 248	424 399	1 645 368	1 699 687
Carburant d'aéronefs	129 960	159 003	293 286	371 892
Salaires et avantages du personnel	98 088	92 620	273 639	286 091
Commissions	30 055	29 062	137 766	134 400
Entretien d'aéronefs	31 063	31 458	79 960	94 274
Frais d'aéroports et de navigation	29 416	33 714	66 566	76 970
Loyer d'aéronefs	20 530	22 361	61 505	63 832
Autres	90 591	94 365	250 601	259 623
Amortissements	11 250	9 576	29 109	29 578
	885 201	896 558	2 837 800	3 016 347
Marge brute (perte d'exploitation)	41 803	12 498	1 742	(65 569)
Coûts de financement	721	974	2 095	2 316
Revenus du financement	(2 003)	(1 847)	(5 618)	(5 389)
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(15 431)	7 455	1 009	1 430
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	(197)	(181)	(403)	(95)
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA <i>[note 7]</i>	—	1 621	—	(6 411)
Gain à la cession d'une filiale <i>[note 5]</i>	—	(5 655)	—	(5 655)
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	90	(1 880)	(3 534)	(4 219)
Résultat avant charge d'impôts	58 623	12 011	8 193	(47 546)
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	10 383	3 443	1 862	5 654
Différés	6 771	(1 096)	358	(22 510)
	17 154	2 347	2 220	(16 856)
Résultat net (perte nette)	41 469	9 664	5 973	(30 690)
Résultat net attribuable aux :				
Actionnaires	41 129	9 405	3 232	(33 283)
Participations ne donnant pas le contrôle	340	259	2 741	2 593
	41 469	9 664	5 973	(30 690)
Résultat par action attribuable aux actionnaires <i>[note 12]</i>				
De base	1,07	0,25	0,08	(0,87)
Dilué	1,07	0,25	0,08	(0,87)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2013	2012	2013	2012
(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action) (non audité)	\$	\$	\$	\$
Résultat net (perte nette) de la période	41 469	9 664	5 973	(30 690)
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui seront reclassés en résultat net				
Variation de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	858	5 902	2 918	(3 123)
Reclassement en résultat net	752	(514)	(672)	2 165
Impôts différés	(387)	(1 606)	(552)	216
	1 223	3 782	1 694	(742)
Gains (pertes) de change sur conversion des états financiers des filiales étrangères	2 112	(3 452)	1 312	(5 477)
Total des autres éléments du résultat global	3 335	330	3 006	(6 219)
Résultat global de la période	44 804	9 994	8 979	(36 909)
Attribuable aux :				
Actionnaires	44 553	9 708	6 345	(39 580)
Participations ne donnant pas le contrôle	251	286	2 634	2 671
	44 804	9 994	8 979	(36 909)

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Attribuables aux actionnaires							
	Capital- actions	Provision pour paiements fondés sur des actions	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Participa- tions ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Profit (perte) latent(e) sur les couvertures de flux de trésorerie	Montant cumulé des écarts de change	Total		
(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 octobre 2011	219 462	11 063	161 726	1 948	(9 958)	384 241	—	384 241
Résultat net (perte nette) de la période	—	—	(33 283)	—	—	(33 283)	2 593	(30 690)
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(742)	(5 555)	(6 297)	78	(6 219)
Résultat global	—	—	(33 283)	(742)	(5 555)	(39 580)	2 671	(36 909)
Émission sur le capital autorisé	973	—	—	—	—	973	—	973
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	1 736	—	—	—	1 736	—	1 736
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2 593)	(2 593)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	78	78	(78)	—
	973	1 736	—	—	78	2 787	(2 671)	116
Solde au 31 juillet 2012	220 435	12 799	128 443	1 206	(15 435)	347 448	—	347 448
Résultat net de la période	—	—	16 614	—	—	16 614	540	17 154
Autres éléments du résultat global	—	—	(1 970)	(1 681)	2 963	(688)	3	(685)
Résultat global	—	—	14 644	(1 681)	2 963	15 926	543	16 469
Émission sur le capital autorisé	301	—	—	—	—	301	—	301
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	537	—	—	—	537	—	537
Autres variations du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	2 111	—	—	2 111	(2 111)	—
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	1 571	1 571
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	3	3	(3)	—
	301	537	2 111	—	3	2 952	(543)	2 409
Solde au 31 octobre 2012	220 736	13 336	145 198	(475)	(12 469)	366 326	—	366 326
Résultat net de la période	—	—	3 232	—	—	3 232	2 741	5 973
Autres éléments du résultat global	—	—	—	1 694	1 419	3 113	(107)	3 006
Résultat global	—	—	3 232	1 694	1 419	6 345	2 634	8 979
Émission sur le capital autorisé	745	—	—	—	—	745	—	745
Exercice d'options	5	—	—	—	—	5	—	5
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	—	1 571	—	—	—	1 571	—	1 571
Reclassement du passif au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	—	—	(2 741)	(2 741)
Reclassement de l'écart de change des monnaies étrangères au titre des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(107)	(107)	107	—
	750	1 571	—	—	(107)	2 214	(2 634)	(420)
Solde au 31 juillet 2013	221 486	14 907	148 430	1 219	(11 157)	374 885	—	374 885

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

TRANSAT A.T. INC.
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2013	2012	2013	2012
(en milliers de dollars canadiens) (non audité)	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat net de la période	41 469	9 664	5 973	(30 690)
Éléments opérationnels ne nécessitant pas de sorties (retrées) de fonds :				
Amortissements	11 250	9 576	29 109	29 578
Variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés liés aux achats de carburant d'aéronefs	(15 431)	7 455	1 009	1 430
Gain de change sur les éléments monétaires à long terme	(197)	(181)	(403)	(95)
Perte (gain) sur des placements dans des PCAA	—	1 621	—	(6 411)
Gain à la cession d'une filiale	—	(5 655)	—	(5 655)
Quote-part du résultat net d'une entreprise associée	90	(1 880)	(3 534)	(4 219)
Impôts différés	6 771	(1 096)	358	(22 510)
Avantage du personnel	536	521	1 611	1 564
Charge liée aux paiements fondés sur des actions	484	538	1 571	1 736
	44 972	20 563	35 694	(35 272)
Variation nette des soldes sans effet de trésorerie du fonds de roulement opérationnel	20 122	(18 406)	200 036	161 190
Variation nette des autres actifs et passifs opérationnels	(1 968)	(12 695)	(1 722)	(15 630)
Variation nette de la provision pour remise en état des aéronefs loués	4 482	3 679	2 608	4 950
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	67 608	(6 859)	236 616	115 238
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(19 877)	(19 409)	(44 953)	(47 563)
Augmentation de la trésorerie et équivalent de trésorerie réservés	—	—	(3 913)	(2 871)
Contrepartie versée pour une entreprise acquise	—	—	—	(5 778)
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une société acquise	—	97	—	817
Contrepartie reçue pour une filiale cédée	3 000	3 000	3 000	3 000
Dividende reçu d'une entreprise associée	731	—	731	—
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale cédée	—	(890)	—	(890)
Contrepartie reçue à la suite de la cession de placements dans des PCAA	—	57 448	27 350	57 448
Encaissements du capital de placements dans des PCAA	—	367	—	1 765
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(16 146)	40 613	(17 785)	5 928
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Produit de l'émission d'actions	266	333	750	973
Dividendes versés à une participation ne donnant pas le contrôle	(377)	(1 250)	(2 193)	(5 513)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(111)	(917)	(1 443)	(4 540)
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	1 838	(4 166)	774	(5 459)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	53 189	28 671	218 162	111 167
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	336 148	264 072	171 175	181 576
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	389 337	292 743	389 337	292 743
Informations supplémentaires (présentées avec les activités opérationnelles)				
Impôts sur le résultat payés (recupérés)	(1 610)	(5 463)	525	(4 362)
Intérêts payés	151	389	576	1 114

Voir les notes afférentes aux états financiers intermédiaires consolidés condensés non audités

[Les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens, à l'exception des montants par action ou autrement spécifié] [non audités]

Note 1 RENSEIGNEMENTS SUR LA SOCIÉTÉ

Transat A.T. inc., [la « Société »], dont le siège social se trouve au 300 Léo-Pariseau, Montréal (Québec), Canada, a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. Ses actions à droit de vote variable de catégorie A et ses actions à droit de vote de catégorie B sont inscrites à la Bourse de Toronto.

La Société est une société intégrée spécialisée dans l'organisation, la commercialisation et la distribution de voyages vacances dans le secteur touristique. Le cœur de son organisation est formé de voyagistes implantés au Canada et en Europe, lesquels sont intégrés verticalement avec ses autres services de transport aérien, de distribution à travers un réseau dynamique d'agences de voyages, de services à valeur ajoutée offerts à destination et d'hôtellerie.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés de Transat A.T. inc. pour le trimestre clos le 31 juillet 2013 ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 11 septembre 2013.

Les activités de la Société sont saisonnières, par conséquent, les résultats opérationnels des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier.

Note 2 BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers intermédiaires consolidés condensés de la Société et de ses filiales ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière [« IFRS »], publiées par l'International Accounting Standards Board [« IASB »] et adoptées par le Conseil des normes comptables du Canada. Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*.

Sauf indication contraire, ces états financiers intermédiaires consolidés condensés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société. Chacune des entités de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle et les éléments inclus dans les états financiers de chacune des entités sont évalués à l'aide de cette monnaie fonctionnelle.

Les états financiers intermédiaires consolidés condensés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités et les notes correspondantes faisant partie du rapport annuel de la Société de l'exercice clos le 31 octobre 2012.

Ces états financiers intermédiaires consolidés condensés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation, au coût historique, sauf pour les actifs et passifs financiers qui ont été évalués à la juste valeur.

Note 3 MODIFICATIONS FUTURES DE MÉTHODES COMPTABLES

Des normes publiées mais non encore entrées en vigueur sont présentées ci-dessous. La Société n'a pas adopté ces normes de façon anticipée et n'a pas encore déterminé l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers consolidés.

IFRS 9 – INSTRUMENTS FINANCIERS

En octobre 2010, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, ce qui constitue l'achèvement de la première partie d'un projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. La première étape a couvert le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, alors que les deux prochaines parties couvriront la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture. Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une approche unique qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche utilisée par l'IFRS 9 repose sur la façon dont une entité gère ses instruments financiers et les flux de trésorerie contractuels des actifs financiers. Compte tenu des nouvelles exigences, une entité qui décide d'évaluer un passif à la juste valeur présentera la partie de la variation de la juste valeur attribuable aux changements apportés au risque de crédit propre aux capitaux propres dans la section des autres éléments du résultat global, plutôt que dans le compte de résultat. L'IFRS 9 sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2015, et l'application anticipée est permise.

IFRS 10 – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, qui remplace la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. L'IFRS 10 reprend les principes existants d'identification du concept de contrôle comme le facteur qui permet de déterminer si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés d'une entité. La norme fournit des directives additionnelles pour aider à la détermination du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. L'IFRS 10 sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 12 – INFORMATIONS À FOURNIR SUR LES INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*. L'IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences en matière d'informations à fournir dans les états financiers consolidés annuels sur toutes les formes d'intérêts détenus dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités *ad hoc* et les autres entités hors bilan. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses intérêts détenus dans d'autres entités et les effets de ces intérêts sur sa situation financière, sa performance financière et ses flux de trésorerie. L'IFRS 12 sera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 13 – ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. L'IFRS 13 sera en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

IAS 1 – PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. Le principal changement résultant des modifications apportées à l'IAS 1 consiste en l'exigence visant à regrouper ensemble les autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés dans le compte de résultat. Les modifications maintiennent également les exigences voulant que les autres éléments du résultat global et le résultat net doivent être présentés soit dans un seul état soit dans deux états consécutifs. Les modifications apportées à l'IAS 1 sont en vigueur depuis le 1^{er} novembre 2012. Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur la présentation de ses états financiers consolidés de la Société puisque les autres éléments du résultat global qui peuvent être reclassés dans le compte de résultat étaient déjà regroupés.

IAS 19 – AVANTAGES DU PERSONNEL

En juin 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*. Ces modifications éliminent la possibilité de reporter la comptabilisation des gains et des pertes, communément appelée la « méthode du corridor », ce qui donnera une information plus comparable et plus fiable. Les modifications simplifieront aussi la présentation des variations des actifs et des passifs provenant des régimes à prestations définies, en imposant notamment l'obligation de présenter les variations découlant de modifications d'estimation dans les autres éléments du résultat global, afin de distinguer ces changements de ceux qui sont souvent perçus comme étant le résultat d'activités quotidiennes de la société. Également, les modifications exigent que les entités calculent la composante coût de financement des régimes à prestations définies en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi aux obligations nettes au titre des avantages postérieurs à l'emploi. Selon la norme IAS 19 précédente, les revenus d'intérêt étaient présentés séparément des charges d'intérêt et étaient calculés sur la base du rendement prévu des actifs des régimes. Finalement, les modifications amélioreront les informations à fournir concernant les régimes à prestations définies en exigeant une meilleure information sur les caractéristiques de ces régimes et les risques auxquels la société est exposée en raison de sa participation à ces régimes. Les modifications apportées à l'IAS 19 seront en vigueur pour les exercices de la société ouverts à compter du 1^{er} novembre 2013, et l'application anticipée est permise.

Note 4 ACQUISITION D'UNE ENTREPRISE

Le 1^{er} février 2012, la Société a acquis certains éléments d'actifs du voyageur Vacances Tours Mont-Royal (« TMR »), qui opère au Québec, pour une contrepartie au comptant de 5 778 \$. Vacances Tours Mont-Royal est un voyageur qui se spécialise dans la vente de forfaits sud au départ du Canada, entre autres à Cuba, en République dominicaine et au Mexique, et dont une grande portion du transport aérien était effectuée par Transat. Avec cette acquisition, la Société renforce son offre et ses services auprès de sa clientèle dans des marchés où elle est déjà présente.

La Société a complété l'évaluation de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables pris en charge. L'excédent de la contrepartie totale sur la juste valeur de l'actif net acquis a été alloué à la marque de commerce.

Les actifs nets acquis et les passifs nets pris en charge se détaillent comme suit :

	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés	23 976
Clients et autres débiteurs	6 566
Charges payées d'avance	11 238
Immobilisations corporelles	291
Immobilisations incorporelles	4 483
Fournisseurs et autres créditeurs	(7 766)
Dépôts de clients et revenus reportés	(33 827)
Actif net à la juste valeur	4 961
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une entreprise acquise	817
Contrepartie totale	5 778

Les résultats de la société acquise ont été consolidés à compter de la date d'acquisition. Au cours de l'exercice terminée le 31 octobre 2012, TMR a enregistré des revenus de 97 241 \$ (17 443 \$ et 86 943 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012 respectivement) et une perte avant charge d'impôts de 5 372 \$ (187 \$ et 3 690 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2012), lesquels figurent dans les résultats consolidés de la Société. Si TMR avait été consolidée à compter du 1^{er} novembre 2011, les résultats consolidés auraient tenu compte de revenus additionnels de 37 200 \$ et d'une perte avant charge d'impôt de 863 \$.

Note 5 CESSION D'UNE FILIALE

Le 12 juin 2012, la Société a conclu la vente de sa filiale Handlex, qui offre des services aéroportuaires au sol aux aéroports internationaux de Montréal, Toronto et Vancouver, à Servisair Holding Canada Inc. pour une contrepartie totale en trésorerie de 9 000 \$, dont 6 000 \$ est à recevoir en deux versements annuels égaux. Le solde de prix de vente à recevoir porte intérêt au taux préférentiel et est garanti par une lettre de crédit irrévocable en faveur de la Société. La valeur comptable des actifs nets cédés le 12 juin 2012 s'établissait à 3 345 \$, ce qui a donné lieu à un gain à la cession d'une filiale de 5 655 \$. Cette transaction n'a entraîné aucune charge d'impôts puisque la Société a utilisé des pertes en capital, non enregistrées aux livres, pour éliminer l'imposition du gain en capital découlant de la transaction. La transaction prévoit une entente de services avec Air Transat, qui continuera de bénéficier des mêmes prestations de services de la part de Handlex dans ses trois bases d'opérations canadiennes.

La valeur comptable des actifs nets cédés se détaille comme suit :

	\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	890
Clients et autres débiteurs	3 277
Impôts sur le résultat à recevoir	598
Stocks	395
Charges payées d'avance	506
Immobilisations corporelles	3 910
Immobilisations incorporelles	297
Fournisseurs et autres créditeurs	(6 333)
Passif d'impôt différé	(195)
Actifs nets cédés	3 345

Note 6 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIDUCIE OU AUTREMENT RÉSERVÉS

Au 31 juillet 2013, la trésorerie et équivalents de trésorerie en fiducie ou autrement réservés incluent 233 410 \$ [288 789 \$ au 31 octobre 2012] de fonds reçus de clients, principalement canadiens, pour lesquels les services n'avaient pas été rendus ou pour lesquels le délai d'accessibilité n'avait pas été atteint, et ce, en conformité avec les organismes de réglementation canadiens et avec l'entente commerciale de la Société avec un de ses fournisseurs de services de traitement de cartes de crédit. De plus, elle inclut 99 339 \$, dont une tranche de 42 191 \$ est présentée hors de l'actif courant, [81 502 \$ au 31 octobre 2012, dont une tranche de 39 119 \$ était présentée dans l'actif non courant] qui était cédée en nantissement de lettres de crédit.

Note 7 PLACEMENTS DANS DES PCAA

Le 9 novembre 2012, la Société a vendu ses PCAA pour une contrepartie totale de 27 350 \$.

La variation des soldes de placements dans des PCAA à l'état de la situation financière consolidé et la composition de la rubrique *Perte (gain) sur des placements dans des PCAA* dans le compte de résultat consolidé se résument comme suit :

(en milliers de dollars)	Valeur nominale \$	Provision pour dévaluation \$	Placements \$	Perte (gain) \$
Solde au 31 octobre 2011	116 414	(37 663)	78 751	
Appréciation des placements dans des PCAA	—	8 032	8 032	(8 032)
Remboursement de capital	(1 398)	—	(1 398)	—
Solde au 30 avril 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 30 avril 2012	115 016	(29 631)	85 385	(8 032)
Dévaluation des placements dans des PCAA	—	(1 621)	(1 621)	1 621
Cession de placements dans des PCAA	(80 000)	22 552	(57 448)	—
Remboursement de capital	(367)	—	(367)	—
Solde au 31 juillet 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 juillet 2012	34 649	(8 700)	25 949	(6 411)
Appréciation des placements dans des PCAA	—	1 525	1 525	(1 525)
Remboursement de capital	(124)	—	(124)	—
Solde au 31 octobre 2012 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 octobre 2012	34 525	(7 175)	27 350	(7 936)
Cession de placements dans des PCAA	(34 525)	7 175	(27 350)	—
Solde au 31 janvier 2013 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 janvier 2013	—	—	—	—
Solde au 31 juillet 2013 / Incidence sur les résultats de la période terminée le 31 juillet 2013	—	—	—	—

Note 8 PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET AUTRES ACTIFS

	Au 31 juillet 2013 \$	Au 31 octobre 2012 \$
Participations dans des entreprises associées – Caribbean Investments B.V. [«CIBV»]	69 281	64 189
Solde de prix de vente à recevoir	—	3 000
Frais reportés, solde non amorti	677	793
Divers	1 965	1 644
	71 923	69 626

La variation du placement dans CIBV se présente comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2012	64 189
Quote-part du résultat net	3 534
Dividende reçu	(731)
Écart de change	2 289
Solde au 31 juillet 2013	69 281

Note 9 PROVISION POUR REMISE EN ÉTAT DES AÉRONEFS LOUÉS

La provision pour remise en état des aéronefs loués est liée à l'entretien des aéronefs loués utilisées par la Société dans le cadre des contrats de location simple. La variation de la provision pour remise en état des aéronefs loués pour les trimestres clos les 31 juillet se détaille comme suit :

	\$
Solde au 31 octobre 2012	31 869
Provisions supplémentaires	8 541
Montants imputés à la provision	(10 524)
Écart de change	109
Solde au 30 avril 2013	29 995
Provisions supplémentaires	4 764
Montants imputés à la provision	(539)
Écart de change	257
Solde au 31 juillet 2013	34 477
Provisions courantes	19 392
Provisions non courantes	15 085
Solde au 31 juillet 2013	34 477

	\$
Solde au 31 octobre 2011	33 318
Provisions supplémentaires	11 210
Montants imputés à la provision	(8 851)
Montants inutilisés repris	(1 065)
Écart de change	(23)
Solde au 30 avril 2012	34 589
Provisions supplémentaires	5 495
Montants imputés à la provision	(760)
Montants inutilisés repris	(1 435)
Écart de change	379
Solde au 31 juillet 2012	38 268
Provisions courantes	21 813
Provisions non courantes	16 455
Solde au 31 juillet 2012	38 268

Note 10 DETTE À LONG TERME

La Société dispose d'un crédit à terme rotatif, pour les fins de ses opérations, de 50 000 \$, venant à échéance en 2015 et qui peut être prolongé, ou immédiatement exigible dans l'éventualité d'un changement de contrôle. Selon les termes de l'entente, les tirages peuvent être effectués sous la forme d'acceptations bancaires ou d'emprunts bancaires, en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling. L'entente est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang grevant l'universalité des actifs, présents et futurs, des filiales canadiennes de la Société, et ce sous réserve de certaines exceptions et sera aussi garantie par le nantissement de certaines valeurs mobilières des principales filiales européennes. Le crédit porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux préférentiel de l'institution financière, ou au TIOL (taux interbancaire offert à Londres), majoré d'une prime. Selon les termes des ententes, la Société est tenue de respecter certains critères et ratios financiers. Tous les ratios et critères financiers étaient respectés au 31 juillet 2013 et la facilité de crédit n'était pas utilisée.

La Société dispose également, aux fins d'émission de lettres de crédit, d'un crédit rotatif au montant de 60 000 \$ renouvelable annuellement, pour lequel la Société doit céder en nantissement de la trésorerie égale à 105 % du montant des lettres de crédit émises. Au 31 juillet 2013, un montant de 54 733 \$ était utilisé.

Des crédits d'exploitation totalisant 11 500 € [15 726 \$] ont été accordés à certaines filiales françaises. Ces crédits d'exploitation sont renouvelables annuellement et étaient inutilisés au 31 juillet 2013.

Note 11 AUTRES PASSIFS

	Au 31 juillet 2013 \$	Au 31 octobre 2012 \$
Avantages du personnel	33 015	31 961
Avantages incitatifs reportés	17 254	19 685
Participations ne donnant pas le contrôle	25 169	24 193
	75 438	75 839
Moins participations ne donnant pas le contrôle incluses dans les Fournisseurs et autres créditeurs	21 391	21 391
	54 047	54 448

Note 12 CAPITAUX PROPRES

CAPITAL-ACTIONS AUTORISÉ

ACTIONS À DROIT DE VOTE VARIABLE DE CATÉGORIE A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC], ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée excède 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la Société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % [ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC] du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si i) l'action de catégorie A est détenue et contrôlée, ou le devient, par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

ACTIONS À DROIT DE VOTE DE CATÉGORIE B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la Société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune autre démarche de la part de la Société ou du porteur, si l'action de catégorie B est détenue ou contrôlée, ou le devient, par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

CAPITAL-ACTIONS ÉMIS ET EN CIRCULATION

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Nombre d'actions	Montant (\$)
Solde au 31 octobre 2011	38 021 720	219 462
Émission de la trésorerie	187 846	973
Solde au 31 juillet 2012	38 209 566	220 435
Émission de la trésorerie	86 102	301
Solde au 31 octobre 2012	38 295 668	220 736
Émission de la trésorerie	144 107	745
Exercice d'options	1 316	5
Solde au 31 juillet 2013	38 441 091	221 486

Au 31 juillet 2013, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevait respectivement à 662 299 et 37 778 792.

OPTIONS

	Nombre d'options	Prix moyen pondéré (\$)
Solde au 31 octobre 2012	2 199 810	13,99
Attribuées	766 620	6,01
Exercées	(1 316)	3,80
Annulées	(206 520)	9,73
Solde au 31 juillet 2013	2 758 594	12,10
Options pouvant être exercées au 31 juillet 2013	929 819	18,33

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action et le résultat dilué par action ont été calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet	
	2013	2012	2013	2012
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	\$	\$	\$	\$
NUMÉRATEUR				
Résultat net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la Société servant au calcul du résultat de base par action et du résultat dilué par action	41 128	9 405	3 231	(33 283)
DÉNOMINATEUR				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	38 519	38 199	38 370	38 104
Effet des titres dilutifs				
Options d'achat d'actions	56	—	—	—
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions en circulation utilisés dans le calcul du résultat dilué par action	38 575	38 199	38 370	38 104
Résultat par action				
De base	1,07	0,25	0,08	(0,87)
Dilué	1,07	0,25	0,08	(0,87)

Aux fins du calcul du résultat dilué par action pour le trimestre clos le 31 juillet 2013, 2 048 820 options d'achat d'actions en circulation [2 199 810 options d'achat d'actions pour le trimestre clos le 31 juillet 2012] ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen de la Société. Aux fins du calcul du résultat dilué par action pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2013, 2 758 594 options d'achat d'actions en circulation ont été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen de la Société. Étant donné la perte enregistrée au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2012, les 2 199 810 options d'achat d'actions pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2012 ont été exclues du calcul du résultat dilué par action en raison de leur effet antidilutif.

Note 13 INFORMATION SECTORIELLE

La Société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur opérationnel, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les comptes de résultat consolidés incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la Société exerce ses activités principalement en Amérique et en Europe. Les cessions entre zones géographiques sont comptabilisées à des prix eu égard aux conditions du marché et à d'autres considérations.

	Trimestre clos le 31 juillet 2013			Période de neuf mois close le 31 juillet 2013		
	Amérique	Europe	Total	Amérique	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	688 046	238 958	927 004	2 323 174	516 368	2 839 542
Charges opérationnelles	659 924	225 277	885 201	2 318 657	519 143	2 837 800
Marge brute (perte d'exploitation)	28 122	13 681	41 803	4 517	(2 775)	1 742

	Trimestre clos le 31 juillet 2012			Période de neuf mois close le 31 juillet 2012		
	Amérique	Europe	Total	Amérique	Europe	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus	608 768	300 288	909 056	2 336 589	614 189	2 950 778
Charges opérationnelles	597 683	289 299	886 982	2 364 241	622 528	2 986 769
Marge brute (perte d'exploitation)	11 085	10 989	22 074	(27 652)	(8 339)	(35 991)

	Revenus ¹⁾				Immobilisations corporelles, goodwill et autres immobilisations incorporelles	
	Trimestres clos les 31 juillet		Périodes de neuf mois closes les 31 juillet		Au 31 juillet	Au 31 octobre
	2013	2012	2013	2012	2013	2012
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Canada	676 260	594 921	2 277 154	2 284 000	187 525	174 262
France	203 403	193 952	465 311	469 827	38 476	33 166
Royaume-Uni	27 994	99 935	41 690	136 323	31 127	32 984
Autres	19 347	20 248	55 387	60 628	14 524	14 028
	927 004	909 056	2 839 542	2 950 778	271 652	254 440

¹⁾ Les revenus sont attribués selon le pays de domiciliation de la filiale.

Note 14 GARANTIES

Dans le cours normal de l'activité, la Société a conclu des ententes, dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des transactions, telles que des contrats de location simple, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la Société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements, tels que la non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, la perte ou l'endommagement de biens, les réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et le passif environnemental.

Les notes 7, 16, 19 et 25 des états financiers fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la Société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la Société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser aux bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la Société et ses filiales ont souscrit à une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

CONTRATS DE CAUTIONNEMENT

La Société a signé des contrats de cautionnement avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces contrats de cautionnement, la Société garantit le paiement de certains services rendus qu'elle s'est engagée à payer. Ces contrats sont généralement émis pour un an et sont renouvelables.

La Société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients, à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la Société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 juillet 2013, le montant total de ces garanties s'élevait à 1 133 \$. Il ne s'est jamais produit que la Société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes. Au 31 juillet 2013, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

FACILITÉ DE CRÉDIT IRRÉVOCABLE NON GAGÉE PAR DES DÉPÔTS

La Société dispose d'une facilité de cautionnement renouvelable annuellement au montant de 35 000 \$. En vertu de cette entente, la Société peut faire émettre des contrats de cautionnement d'une durée maximale de trois ans. Au 31 juillet 2013, un montant de 19 429 \$ était utilisé en vertu de cette facilité.

